

PRÉFECTURE des CÔTES.du.NORD

ARRÊTÉ

Le Préfet des Côtes-du-Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Croix de Guerre des T.O.E.

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU la demande présentée le 29 avril 1988 par Mme Nicole HAMELIN demeurant à LOUARGAT, au lieu-dit "Hent Névez", en vue d'installer au lieu-dit "Parc Rochel" (section YR n° 1), un élevage de 192.000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande, notamment l'attestation de prise en charge par la Société HUON Fientavic de BEGARD de la totalité des fumiers de l'élevage ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de LOUARGAT en sa séance du 5 octobre 1988, de TREGROM, en sa séance du 27 septembre 1988 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile, émis respectivement les 12 septembre, 1er septembre, 23 août 1988, ainsi que celui de M. le Sous-Préfet de GUINGAMP, en date du 18 octobre 1988 ;

VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 24 janvier 1989 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 janvier 1989 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 24 février 1989 ;

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes du-Nord,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - Mme Nicole HAMELIN demeurant à LOUARGAT au lieu-dit "Hent Névez" est autorisée à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit "Parc Rochel" (section YR n° 1) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 192.000 volailles de plus de un jour en présence instantanée (poulets).

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 ci-jointe, complétée par les prescriptions du présent arrêté ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière (fumier pailleux) ;

4°) évacuation régulière des fumiers qui seront impérativement **pris en charge dans leur totalité** par la S.A. HUON Fientavic de BEGARD ;

5°) les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977 ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

ARTICLE 4 - Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables" (*), la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

(*) arrêté ministériel du 9 décembre 1957.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15-100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

Des extincteurs, pour feu sec et pour feu d'origine électrique, seront placés à proximité d'une issue complétée par l'aménagement d'un point d'eau sous pression accessible aux engins de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 5 - L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse-cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 6 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes-du-Nord dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LOUARGAT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de Mme Nicole HAMELIN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Mme Nicole HAMELIN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 - "**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 11 - le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-du-Nord,
le Sous-Préfet de GUINGAMP,
le Maire LOUARGAT,
le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme HAMELIN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administrative ou de police ainsi qu'à MM. les Maires de TREGROM et BELLE-ISLE-en-TERRE, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 22 JUIN 1989

Le PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Philippe SABLAYROLLES